

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2023/42777]

29 MAI 2023. — Arrêté royal portant la reconnaissance de l'expérience dans une échelle de traitement supérieure et l'indexation de l'intervention dans les frais de bureau

RAPPORT AU ROI

Sire,

A. But de l'arrêté

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté a pour objet de trouver des solutions aux difficultés de recrutement de profils expérimentés, de répondre à l'étroussure du marché du travail et d'adapter la réglementation actuelle relative au télétravail à l'évolution de l'environnement et des conditions de travail.

B. Analyse du dispositif

CHAPITRE 1. — *Modifications de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale*

Article 1^{er}

Si, pour une fonction précise, un service fédéral veut attirer des candidats ayant de l'expérience, il est possible de reconnaître l'expérience pertinente, mais actuellement, cela se fait toujours dans la première échelle de traitement du grade ou de la classe dont relève la fonction. Or, un membre du personnel fédéral avec une évolution de carrière normale atteint la deuxième échelle de traitement après trois ans et la troisième échelle de traitement après huit ans (niveau A) ou neuf ans (niveaux B, C et D). Le principe d'être recruté dans la première échelle de traitement découle de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale. La première échelle de traitement est moins avantageuse, de sorte que le traitement offert dans le cadre d'un recrutement externe à partir de trois ans d'expérience pertinente est inférieur au traitement d'une personne ayant la même expérience au sein de l'administration fédérale. La différence de traitement peut s'avérer très importante pour des profils de niveau A avec huit ans ou plus d'expérience.

Pour la période allant de 2020 à 2021, une expérience professionnelle était requise dans l'offre d'emploi dans quarante-huit pourcent des procédures de sélection. Pour ces fonctions, les chiffres montrent d'ailleurs clairement que le nombre de candidats par procédure est trois à quatre fois inférieur à celui des offres d'emploi pour lesquelles aucune expérience n'est requise.

C'est pourquoi cet article vise à renforcer la position des services fédéraux pour attirer des profils expérimentés en prévoyant la possibilité de recruter des candidats dans une échelle de traitement supérieure s'ils répondent aux conditions cumulatives suivantes :

- ils disposent d'une expérience professionnelle particulièrement utile pour la fonction. L'expérience professionnelle particulièrement utile pour une fonction est celle qui assure à celui qui en dispose un avantage manifeste en termes de compétences pour exercer la fonction.

- ils ont au moins autant d'années d'expérience professionnelle particulièrement utile que le directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui a mentionné dans l'offre d'emploi;

- le nombre d'années d'expérience, selon le niveau de fonction, doit correspondre au nombre d'années requises pour passer à une échelle supérieure, comme si l'expérience était acquise au sein de l'administration fédérale.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2023/42777]

29 MAI 2023. — Koninklijk besluit houdende de erkenning van ervaring in een hogere weddeschaal en de indexering van de tussenkomst in de kantoorkosten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

A. Doel van het besluit

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter goedkeuring aan Uwe Majesteit voor te leggen heeft als doel oplossingen te vinden voor de moeilijkheden om ervaren profielen aan te werven, tegemoet te komen aan de krappe arbeidsmarkt en de huidige regeling rond telewerk aan te passen aan de gewijzigde arbeidsomgeving en arbeidsomstandigheden.

B. Bespreking van het dispositief

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt*

Artikel 1.

Als een federale dienst voor een bepaalde functie personen met ervaring wil aantrekken, is het mogelijk om relevante ervaring te erkennen, maar dit gebeurt momenteel steeds in de eerste weddeschaal van de graad of klasse waartoe de functie behoort. Dit terwijl een federaal personeelslid bij een normaal loopbaanverloop na drie jaar de tweede weddeschaal en na acht (niveau A) of negen jaar (niveaus B, C en D) de derde weddeschaal bereikt. Het principe dat wordt aangehouden in de eerste weddeschaal volgt uit artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt. De eerste weddeschaal is minder voordelig, waardoor de aangeboden wedde bij externe aanwerving vanaf drie jaar relevante ervaring lager is dan de wedde van iemand met dezelfde ervaring binnen de federale overheid. Het verschil in wedde kan zo enorm oplopen voor profielen in niveau A met acht of meer jaar ervaring.

Bij achtenveertig procent van de selectieprocedures in de periode 2020 tot 2021 werd er in de vacature professionele ervaring vereist. Voor deze functies blijkt overigens duidelijk uit de cijfers dat het aantal kandidaten per procedure drie tot vier keer lager ligt dan voor vacatures waar geen ervaring vereist wordt.

Daarom beoogt dit artikel de positie van federale diensten te versterken om ervaren profielen te kunnen aantrekken door in de mogelijkheid te voorzien kandidaten aan te werven in een hogere weddeschaal als zij voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden.

- ze beschikken over ervaring die bijzonder nuttig is voor de functie. De beroepservaring die bijzonder nuttig is voor een functie is deze die de betrokkene een klaarblijkelijk voordeel verschafft in termen van competenties voor de uitoefening van de functie.

- ze beschikken over minstens evenveel jaren bijzonder nuttige ervaring als de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid in de vacature heeft vermeld;

- het aantal jaren ervaring, afhankelijk van het functieniveau, moet overeenkomen met het aantal jaren dat vereist is om in een hogere schaal terecht te komen als ware deze opgedaan binnen de federale overheid.

L'expérience acquise ailleurs est assimilée dans ce contexte à l'expérience acquise au sein de l'administration fédérale. Par conséquent cette expérience peut avoir été acquise dans des services publics, dans le secteur privé ou en tant qu'indépendant.

L'expérience professionnelle particulièrement utile pour une fonction est celle qui assure celui qui en dispose un avantage manifeste en terme de compétences pour exercer la fonction. La reconnaissance de services antérieurs repose sur une analyse en termes de compétences acquises dans une fonction antérieure et cette analyse s'opère au regard des compétences qui sont ciblées dans la description de fonction qui étaient la procédure de sélection. En d'autres termes, tout type de services prestés n'est pas reconnaissable. Outre l'existence d'éléments prouvant l'occupation qui sont fournis par le membre du personnel, le service recruteur doit être en mesure d'établir qu'il s'agit bien d'une expérience professionnelle, qu'un lien clair avec la fonction existe (utilité) et que la durée de l'occupation ainsi que sa quantification sont possibles.

Dans ce contexte, une expérience professionnelle particulièrement utile constitue une condition de participation à une sélection. Cela signifie qu'une fois que son curriculum vitae est approuvé, le candidat pourra estimer dans quelle échelle salariale il sera éventuellement recruté ou engagé.

Cet article ne concerne que les membres du personnel recrutés après l'entrée en vigueur du présent arrêté et n'a aucune incidence sur le personnel actuel.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale*

Article 2

Cet article actualise l'usage du terme « directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ».

Article 3

Cet article soumet la deuxième composante de l'indemnité pour télétravail, à savoir le montant forfaitaire d'intervention dans les frais de bureau, au régime d'indexation visé à l'article 9 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale. Dans ce cadre, cet article modifie le montant de l'intervention dans les frais de bureau de sorte que le montant indexé corresponde au montant de 30 euros par rapport à l'indice de référence du 1^{er} janvier 2022.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Articles 4 et 5.

Ces articles n'appellent pas de commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

29 MAI 2023. — Arrêté royal portant la reconnaissance de l'expérience dans une échelle de traitement supérieure et l'indexation de l'intervention dans les frais de bureau

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2 ;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 ;

Vu la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'article 4, § 2, 1^o, remplacé par la loi du 20 mai 1997 ;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, notamment l'article 21, § 1^{er} ;

Elders opgedane ervaring wordt in deze context gelijkgeschakeld met ervaring opgedaan binnen de federale overheid. Bijgevolg kan deze ervaring kan in overheidsdiensten, in de privé-sector of als zelfstandige zijn opgedaan.

De beroepservaring die bijzonder nuttig is voor een functie is deze die de betrokkene een klaarblijkelijk voordeel verschafft in termen van competenties voor de uit oefening van de functie. De erkenning van eerder gepresteerde diensten is gebaseerd op een analyse van de in een andere functie verworven competenties en deze analyse wordt uitgevoerd in verhouding tot de competenties vereist in de functiebeschrijving die aan de selectieprocedure ten grondslag ligt. Met andere woorden: niet elk type gepresteerde diensten kan worden beoordeeld. Naast het bestaan van de door het personeelslid verstrekte bewijzen omtrent de uitoefening van het beroep, moet de aanwervende dienst kunnen aantonen dat het effectief om een beroepservaring gaat, dat er een duidelijk verband met de functie bestaat (nut) en dat de duur van de uitoefening van het beroep en de kwantificering ervan mogelijk zijn.

De bijzonder nuttige ervaring vormt in deze context een deelnemingsvoorwaarde van een selectie. Dit betekent dat zodra het curriculum vitae van een kandidaat is goedgekeurd, de kandidaat kan inschatten in welke weddeschaal hij eventueel zal worden aangeworven of in dienst zal worden genomen.

Dit artikel heeft louter betrekking op personeelsleden die worden aangeworven na de inwerkingtreding van dit besluit en heeft geen invloed op het huidige personeel.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt*

Artikel 2

Dit artikel actualiseert het gebruik van de term “ directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning”.

Artikel 3

Dit artikel onderwerpt het tweede onderdeel van de telewerkvergoeding, namelijk het forfaitaire bedrag als tussenkomst in de kantoorkosten, aan de indexeringsregeling bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt. Daarom wijzigt dit artikel ook het bedrag van de tussenkomst in de kantoorkosten zodat het geïndexeerde bedrag overeenkomt met het bedrag van 30 euro ten aanzien van de referentie-index van 1 januari 2022.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Artikelen 4 en 5

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

29 MEI 2023. — Koninklijk besluit houdende de erkenning van ervaring in een hogere weddeschaal en de indexering van de tussenkomst in de kantoorkosten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, artikel 11, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 24 december 2002;

Gelet op de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, artikel 4, § 2, 1^o, vervangen bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, inzonderheid artikel 21, § 1;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances du 3 janvier 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 31 janvier 2023 ;

Vu l'avis du Collège des Institutions publiques de Sécurité sociale, donné le 18 janvier 2023 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu le protocole n° 807 du 30 mars 2023 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 avril 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2^e, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1. — *Modifications de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale est inséré un article 9/1 rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Le membre du personnel de niveau A recruté ou engagé sous contrat de travail qui dispose d'une expérience professionnelle qui est particulièrement utile pour la fonction, acquise dans des services publics ou dans le secteur privé ou à titre d'indépendant, et à condition que le directeur général Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui ait fixé dans l'appel à candidatures l'exigence d'une expérience professionnelle identique minimale, obtient l'une des échelles de traitement suivantes :

1° la première échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est inférieur à trois ;

2° la deuxième échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est de trois à huit ;

3° la troisième échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est égal ou supérieur à huit.

Le membre du personnel de niveau B, C ou D recruté ou engagé sous contrat de travail qui dispose d'une expérience professionnelle qui est particulièrement utile pour la fonction, acquise dans des services publics ou dans le secteur privé ou à titre d'indépendant et à condition que le directeur général Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui ait fixé dans l'appel à candidatures l'exigence d'une expérience professionnelle identique minimale, correspondant au niveau d'emploi à pourvoir, obtient l'une des échelles de traitement suivantes :

1° la première échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est inférieur à trois ;

2° la deuxième échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est de trois à neuf ;

3° la troisième échelle de traitement si le nombre reconnu d'années de services prestés est égal ou supérieur à neuf. »

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale*

Art. 2. Dans l'article 57 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 1° les mots « par l'administrateur délégué de Selor » sont remplacés par les mots « par le directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui » ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 3 januari 2023 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 31 januari 2023 ;

Gelet op het advies van het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid, gegeven op 18 januari 2023 ;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^e, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op het protocol nr. 807 van 30 maart 2023 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 13 april 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt*

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt wordt een artikel 9/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 9/1. Het personeelslid van niveau A aangeworven of in dienst genomen bij arbeidsovereenkomst dat beschikt over een beroepservaring die bijzonder nuttig is voor de functie, verworven binnen overheidsdiensten of diensten in de privésector of als zelfstandige, en op voorwaarde dat de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in de oproep tot kandidaten heeft voorgeschreven dat men moet beschikken over een minimaal identieke beroepservaring, bekomt één van de volgende weddeschalen :

1° de eerste weddeschaal indien aantal jaren erkende gepresteerde diensten minder dan drie bedraagt ;

2° de tweede weddeschaal indien het aantal jaren erkende gepresteerde diensten drie tot acht bedraagt ;

3° de derde weddeschaal indien het aantal jaren erkende gepresteerde diensten acht of meer bedraagt.

Het personeelslid van het niveau B, C of D aangeworven of in dienst genomen bij arbeidsovereenkomst dat beschikt over een beroepservaring die bijzonder nuttig is voor de functie, verworven binnen overheidsdiensten of diensten in de privésector of als zelfstandige, en op voorwaarde dat de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in de oproep tot kandidaten heeft voorgeschreven dat men moet beschikken over een minimaal identieke beroepservaring, bekomt één van de volgende weddeschalen :

1° de eerste weddeschaal indien het aantal jaren erkende gepresteerde diensten minder dan drie bedraagt ;

2° de tweede weddeschaal indien het aantal jaren erkende gepresteerde diensten drie tot negen bedraagt ;

3° de derde weddeschaal indien het aantal jaren erkende gepresteerde diensten negen of meer bedraagt.”

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt*

Art. 2. In artikel 57 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden “door de afgevaardigd bestuurder van Selor” vervangen door de woorden “door de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning ;

2° dans le 1° les mots « de l'administrateur délégué de Selor » sont remplacés par les mots « du directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui ».

Art. 3. À l'article 96 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « 30 euros » sont remplacés par les mots « 16,89 euros » ;

2° à l'alinéa 5, les mots « montant de l'indemnité » sont remplacés par les mots « montant de base forfaitaire pour l'intervention dans les coûts de connexion et de communication ».

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 29 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

2° in de bepaling onder 1° worden de woorden "van de afgevaardigd bestuurder van Selor" vervangen door de woorden "van de directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning".

Art. 3. In artikel 96 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "30 euro" vervangen door de woorden "16,89 euro";

2° in het vijfde lid worden de woorden "bedrag van de vergoeding" vervangen door de woorden "forfaitair basisbedrag als tussenkomst voor de verbings- en communicatiekosten".

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/203627]

21 JUILLET 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 9 janvier 2023, conclue au sein de la Commission paritaire des pompes funèbres, relative au droit à la déconnexion (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire des pompes funèbres;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 9 janvier 2023, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire des pompes funèbres, relative au droit à la déconnexion.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Note

(1) Référence au *Moniteur belge*
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/203627]

21 JULI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 januari 2023, gesloten in het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen, betreffende het recht op deconnectie (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 9 januari 2023, gesloten in het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen, betreffende het recht op deconnectie.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—————
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.